

# STATUT PERSONNEL

TEXTES EN VIGUEUR AU LIBAN

*rassemblés et traduits par*

MAHER MAHMASSANI

IBTISSAM MESSARRA

*sous le contrôle et la direction de*

BÉCHIR BILANI

ANDRÉ DECOCQ

Conseiller d'État. Chargé du cours de  
statut personnel à la faculté de droit de l'Université  
libanaise et à la faculté de droit de Beyrouth

Professeur  
à la faculté de droit de Lyon  
et la faculté de droit de Beyrouth

1970

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

BEYROUTH - LIBAN

## الفهرس

١. النصوص التشريعية التي تطبق على جميع اللبنانيين . . . . .	٣
١. مرسوم رقم ٨٨٣٧ تاريخ ١٥ كانون الاول ١٩٣٢ . . . . .	٥
٢. قانون صادر بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٥١ . . . . .	١١
٣. قانون صادر بتاريخ ١٨ كانون الاول سنة ١٩٥٦ . . . . .	٢٩
٤. مجلة الاحكام العدلية العثمانية . . . . .	٣١
٢. النصوص التي تطبق على احمدين . . . . .	٣٥
١. النصوص التشريعية . . . . .	٣٧
٢. الطائفتان السنية والشيعة . . . . .	٣٧
١. قانون ١٦ تموز سنة ١٩٦٢ . . . . .	٣٧
٢. قانون حقوق العائلة الصادر في ٢٥ تشرين الاول ١٩١٧ . . . . .	٥٩
ب. الطائفة الدرزية . . . . .	٨٧
١. قانون صادر في ٢٤ شباط سنة ١٩٤٨ . . . . .	٨٧
٢. فقه حنفي . . . . .	١٣٧
كتاب الاحكام الشرعية في الاحوال الشخصية حسب المذهب الحنفي . . . . .	١٣٧
٣. النصوص التي تطبق على غير احمدين . . . . .	٢٩١
٢. النصوص التشريعية . . . . .	٢٩٣
١. قانون صادر بتاريخ ٢٣ حزيران سنة ١٩٥٩ . . . . .	٢٩٣
٢. قانون صادر بتاريخ ٢ نيسان سنة ١٩٥١ . . . . .	٣٣٧
ب. النصوص الطائفية . . . . .	٣٥٢
٢. الطوائف الكاثوليكية . . . . .	٣٥٣
١. قانون الاحوال الشخصية للطوائف الكاثوليكية . . . . .	٣٥٣

## TABLE DES MATIÈRES

I. TEXTES ÉTATIQUES APPLICABLES A TOUS LES LIBANAIS	2
1. Décret n° 8837 du 15 janvier 1932 . . . . .	4
2. Loi du 7 décembre 1951 . . . . .	10
3. Loi du 18 décembre 1956 . . . . .	28
4. Majallah ottomane . . . . .	30
II. TEXTES APPLICABLES AUX MUSULMANS . . . . .	34
A. TEXTES ÉTATIQUES . . . . .	36
A) <i>Communautés sunnite et chi'ite</i> . . . . .	36
1. Loi du 16 juillet 1962 . . . . .	36
2. Code de la famille du 25 octobre 1917 . . . . .	58
B) <i>Communauté druze</i> . . . . .	86
1. Loi du 24 février 1948 . . . . .	86
B. DOCTRINE HANAFITE . . . . .	136
Droit musulman du statut personnel suivant le rite hanafite . . . . .	136
III. TEXTES APPLICABLES AUX NON-MUSULMANS . . . . .	290
A. TEXTES ÉTATIQUES . . . . .	292
1. Loi du 23 juin 1959 . . . . .	292
2. Loi du 2 avril 1951 . . . . .	336
B. TEXTES COMMUNAUTAIRES . . . . .	352
A) <i>Communautés catholiques</i> . . . . .	352
1. Loi sur le statut personnel des communautés catholiques . . . . .	352

2. Motu Proprio « Crebrae Allatae » du 22 février 1949	460
3. Le code canonique latin	536
4. Les mariages mixtes	602
5. Mariages mixtes entre catholiques et orientaux non catholiques baptisés	608
6. Pouvoirs et privilèges accordés aux évêques	614
7. Dispenses réservées au Souverain Pontife	616
8. Ministère des diacres	618
B) <i>Loi sur le statut personnel de la communauté grecque-orthodoxe</i>	620
C) <i>Loi sur le statut personnel de la communauté arménienne-orthodoxe</i>	664
D) <i>Loi sur le statut personnel de la communauté syrienne-orthodoxe</i>	726
E) <i>Loi sur le statut personnel de la communauté évangélique au Liban</i>	768
F) <i>Loi sur le statut personnel de la communauté israélite</i>	834

٤٦١	.....	١٩٤٩	سنة	٢٢	شباط	٢٢	ارادة رسولية تاريخ
٥٣٧	.....	.....	.....	.....	.....	.....	قانون الزواج في الطائفة اللاتينية البانية
٦٠٣	.....	.....	.....	.....	.....	.....	الزيجات المختلطة
٦٠٩	.....	.....	.....	.....	.....	.....	الزيجات المختلطة المعقودة بين كاثوليكين وشرقيين غير كاثوليكين معدلين
٦١٥	.....	.....	.....	.....	.....	.....	السلطات والامتيازات الممنوحة للاساقفة
٦١٧	.....	.....	.....	.....	.....	.....	حالات الفسح المخصصة للحبر الاعظم
٦١٩	.....	.....	.....	.....	.....	.....	خدمة الشمامسة
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	ب. مشروع قانون الاحوال الشخصية لطيريركية انطاكية وسائر المشرق للروم الارثوذكس
٦٦٥	.....	.....	.....	.....	.....	.....	ج. قانون الاحوال الشخصية للطائفة الارمنية الارثوذكسية
٧٢٧	.....	.....	.....	.....	.....	.....	د. قانون الاحوال الشخصية للسريان الارثوذكس
٧٦٩	.....	.....	.....	.....	.....	.....	هـ. قانون الاحوال الشخصية للطائفة الانجيلية في لبنان
٨٣٥	.....	.....	.....	.....	.....	.....	و. قانون الاحكام الشرعية في الاحوال الشخصية للطائفة الاسرائيلية

## PRÉFACE

*La publication du recueil qu'on va lire est pour nous une cause de fierté et de joie. Elle est due, en effet, à deux jeunes licenciés en droit, naguère nos étudiants. Ayant courageusement entrepris le travail difficile et plein de risques de rassembler et traduire en langue française les textes de droit libanais relatifs au statut personnel, s'étant dévoués à leur tâche au point de lui sacrifier tous leurs loisirs pendant trois années, Mlle Iblissam Messarra et M. Maher Mahmassani sont parvenus à combler un grand vide dans la bibliothèque juridique libanaise.*

*Le Liban figure au nombre des pays qui sont soumis, en matière de droit des personnes, à une législation religieuse. Mais sa situation présente, à ce point de vue, des traits spécifiques : un grand nombre de législations confessionnelles, placées les unes par rapport aux autres sur un pied d'égalité, s'appliquent en effet sur son territoire. Le pluralisme législatif est l'un des aspects du pluralisme communautaire. L'article 9 de la Constitution a consacré la division des Libanais en communautés religieuses reconnues, constituant des entités juridiques ayant, chacune, son droit et ses tribunaux en matière de statut personnel. Pour les communautés musulmanes, règles applicables et juridictions présentent officiellement un caractère étatique, mais, dans la réalité des faits, ne relèvent que des autorités communautaires. Les communautés chrétiennes et israélite jouissent d'une autonomie législative et juridictionnelle.*

*Il fallait s'attendre que des textes législatifs interviennent après la Constitution, pour préciser le statut des diverses communautés et régler l'exercice de leurs droits. De fait l'arrêté n° 60 LR du 13 mars 1936, dans son article 4, a invité celles-ci à présenter au gouvernement leurs lois sur le statut personnel. Il n'a cependant point été suivi d'effet. La codification ne devait être entreprise effectivement qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.*

*En ce qui concerne les communautés musulmanes il faut mentionner, d'abord, la codification du statut personnel de la communauté druze réalisée par la loi du*

Publications de la  
faculté de droit et des sciences économiques  
Rue Huvelin, Beyrouth

Diffusion hors du Liban :

Éditions Sirey — 22 Rue Soufflot  
75 — Paris, V<sup>e</sup>

Une partie du droit applicable aux communautés non musulmanes a en outre regu de lois étatiques une définition nouvelle. Les dispositions de la loi du 2 avril 1951 relatives à la curatelle, et surtout la loi du 23 juin 1959 sur les successions des non-musulmans sont les manifestations de ce mouvement législatif.

Les divers textes de statut personnel étaient très difficilement accessibles : les lois étatiques n'étaient publiées, séparément, qu'au Journal officiel ou dans de volumineux recueils de textes législatifs. Les livraisons de la « Revue judiciaire libanaise » contenant les codes communautaires étaient épuisées, épuisé aussi le très précieux *Ahkām al-char'iyya fi al-ahwāl al-chakhshiyya* dit « code de Qadrī-Pacha » qui présente sous une forme condensée la doctrine hanafite en matière de statut personnel et fait autorité devant les juridictions de ce rite.

Le travail entrepris par les auteurs de ce recueil présente, on le voit, une première utilité : celle de recenser et de rassembler, dans un ordre logique et sous une forme aisément maniable, la plupart, sinon la totalité, des sources écrites du droit des personnes (avec leur complément indispensable, les textes sur l'état-civil). Il n'était malheureusement pas possible qu'une telle compilation fût exhaustive. On ne pouvait reproduire des ouvrages classiques de *fiqh* dont le volume, à lui seul, constituait un obstacle insurmontable, outre que leur traduction en langue française supposait le recours à des spécialistes hautement qualifiés. C'est pourquoi la doctrine *ja'farite*, dans laquelle le « code de Qadrī-Pacha » n'a point d'équivalent, est absente du livre. Nous espérons que, dans l'avenir, l'occasion sera donnée à la même collection de publier des textes qui en soient représentatifs.

Quant à la traduction en langue française de la majorité des textes, il est inutile de souligner son utilité, tant pour les juristes libanais, qui sont accoutumés à manier fréquemment le français dans leur travail quotidien, que pour les comparatistes étrangers, à qui toute la richesse des droits orientaux de la famille apparaîtra ainsi plus clairement. Le travail qui a été fait dans ce domaine par Mlle Messarra et M. Mahmassani est d'autant plus méritoire qu'il était d'une extrême difficulté. D'abord l'équivalent français de mots correspondant à des concepts du droit musulman, hébraïque ou canonique demande souvent un effort de recherche et de réflexion. Ensuite, chaque texte communautaire a sa terminologie particulière qui n'est pas toujours parfaite, et cela d'autant plus que les statuts personnels rédigés comme suite à la loi du 2 avril 1951 l'ont parfois été à la hâte et par des personnes manquant d'expérience

24 février 1948, ensuite, d'importantes dispositions relatives au fond du droit contenues dans la loi du 16 juillet 1962 relatives aux tribunaux *char'iyyé*. Mais ce sont là les seuls textes modernes actuellement en vigueur. Pour les matières non réglées par eux, l'article 242 de la loi de 1962 renvoie au code ottoman de la famille (loi du 8 muharram 1336 - 25 octobre 1917), à la doctrine du rite hanafite pour la communauté sunnite et à celle du rite *ja'farite* pour la communauté chi'ite.

En ce qui regarde les communautés non musulmanes, la loi du 2 avril 1951, qui délimite leur compétence législative et juridictionnelle, leur a, dans son article 33, imparti un délai d'un an en vue de rédiger leurs statuts personnels et de les présenter au gouvernement. Le même texte de loi disposait que celui-ci vérifierait la conformité de ces textes à l'ordre public et aux lois fondamentales de l'Etat et des communautés et leur accorderait ou refuserait en conséquence, son approbation. Une commission de hauts magistrats a été nommée à cette fin, a accompli son travail et déposé son rapport. Mais, bien que plus de quinze ans se soient écoulés depuis, les codes communautaires sont demeurés à l'état de projets. Beaucoup de communautés ont dès lors hésité à les faire imprimer et publier.

On imagine, dans ces conditions, quelles difficultés et quels problèmes ont rencontré et rencontrent encore les hommes de loi, professeurs, magistrats et avocats.

D'une part, à un point de vue purement matériel, il n'existait de certains projets que quelques copies dactylographiées. La direction de la « Revue judiciaire libanaise » devait leur assurer une première publication en leur consacrant les trois premières livraisons de l'année 1963.

D'autre part, à un point de vue juridique, les problèmes de statut personnel sont des problèmes de la vie quotidienne, qui ne peuvent rester en suspens. Des lois qui permettent de les résoudre étaient impérieusement nécessaires. Les tribunaux ont donc dû intervenir pour donner une solution à cette difficulté. La Cour de cassation a fixé la jurisprudence en ce sens que les projets de statut personnel sont applicables dans la mesure où ils forment la simple codification des usages et coutumes de la communauté, à l'exclusion des dispositions contraires à l'ordre public et aux lois fondamentales de l'Etat et des communautés.

Il va d'ailleurs de soi que la publication réalisée par la « Revue judiciaire libanaise » ne peut être considérée comme équivalant à une approbation gouvernementale.

ولقد كان على الآسة ابتسام مسرة والسيد مساهر محمصاني مجاهدة كل هذه العقبات في مراحل الجمع والتويرب والترجمة ، ولقد وقفا في تدايل الكثير منها ولم تتجاوز مهمتنا شد الازر امام ضخامة العمل وتسديد الخطى بقدر المستطاع ، وكلنا امل بان يكون هذا العمل لكل منها وهما في مطلع حياتها العلمية حافزاً على الاستمرار في التأليف والبحث العلمي ، كما نأمل بان تسهم هذه المجموعة في تسهيل عمل رجال القانون والمهنيين بقضايا الاحوال الشخصية على مختلف فئاتهم وان تأتي في طبعاتها المقبلة اكثر كمالاً وفائدة .

ولا يسعنا اخيراً باسمنا وباسم الآسة مسرة والسيد محمصاني الأ توجيه خالص الشكر لكل من اسهم بملاحظاته وارشاداته في ايصال هذه المجموعة الى الشكل الذي تظهر فيه اليوم ونخص بالذكر الاب انيزون ، وحاحام الطائفة الاسرائيلية في بيروت والآسة ملبينه طوباكيان والاساتذة جان باز وسليم حريز وسليم الجاهل وروبير اسطبولي .

بشير البيلاي

مستشار في مجلس شورى الدولة  
استاذ محاضر في كليتي حقوق الجامعة  
البيانية وجامعة القديس يوسف

اندره دكش

استاذ في كليتي حقوق ليون  
وجامعة القديس يوسف

en matière de codification. On y rencontre, à côté de dispositions contraires à l'ordre public et aux lois fondamentales de l'Etat et des communautés, des contradictions et des termes impropres. Enfin, la version arabe de certains textes constitue elle-même, de toute évidence, la traduction d'originaux en syriaque, en arménien, en hébreu ou en latin.

Mlle Messarra et M. Malmassani ont tenu à soumettre certains de leurs projets de traductions à des personnes qui, grâce à leur connaissance du droit ou des langues, pouvaient leur fournir de précieux conseils. Une aide décisive leur a ainsi été apportée par le R. P. d'Ancezune, M. le Rabbini de la Communauté israélite de Beyrouth, Mlle Méliné Topkian, MM. Jean Baz, Sélim Hariz, Sélim Jahel et Robert Stambouli.

Nous avons, quant à nous, tenu à les soutenir et les guider dans la mesure du possible. Nous espérons que ce travail sera pour eux le commencement d'autres œuvres scientifiques et un encouragement à persévérer dans la recherche. Nous souhaitons aussi que ce livre facilite la tâche des hommes de loi de toutes spécialités et des sociologues.

Béehir BILANI

Conseiller d'Etat. Chargé du cours  
de statut personnel à la faculté de droit  
de l'Université libanaise  
et à la faculté de droit de Beyrouth

André DECOCQ

Professeur à la faculté  
de droit de Lyon  
et à la faculté de droit de Beyrouth

التي اثارها بعض احكام القرار المذكور صدر القرار ٥٣ / ل. ر تاريخ ٣٠ اذار ١٩٣٩ الذي استثنى من احكامه الطوائف الاسلامية . ومنذ ذلك الحين اخذت علاقات الدولة بالطوائف في نطاق الاحوال الشخصية تسلك احد اتجاهين :

— اتجاه التنظيم المباشر بالنسبة للطوائف الاسلامية .

— واتجاه التنظيم غير المباشر بالنسبة للطوائف المسيحية والطائفة الاسرائيلية .

ففي نطاق الاتجاه الاول استصدرت الحكومة المرسوم الاشتراعي رقم ٢٤١ تاريخ ٢٤ تشرين الثاني ١٩٤٢ الذي نظم المحاكم الشرعية (السنية والجعفرية) وعين صلاحياتها وحدد اصول المحاكمة لديها ، واحيا في المادة ١١١ منه قانون حقوق العائلة العثماني وفرض على القاضي السني تطبيق احكامه في كل ما نص عليه والرجوع «الأرجح الاقوال من مذهب ابي حنيفة» فيما عداها ، وفرض على القاضي الجعفري اعتماده في كل ما يتلاءم مع احكام المذهب الجعفري وفيما عداها الرجوع للمذهب بالذات .<sup>١</sup> وفيما يتعلق بالطائفة الدرزية فقد كان تدخل الحكومة اكثر مباشرة اذ استصدرت قانوناً خاصاً للاحوال الشخصية (قانون ٢٤ شباط ١٩٤٨) اتبعته فيما بعد بقانون تنظيم القضاء الذهبي الدرزي .

وفي نطاق الاتجاه الثاني استصدرت الحكومة قانون الثاني من نيسان ١٩٥١ الذي حدد صلاحيات المراجع الذهبي للطوائف المسيحية والطائفة الاسرائيلية وعاد وكلف هذه الطوائف بتقديم احوالها الشخصية خلال مهلة سنة من تاريخ وضع القانون موضع التنفيذ . ولم تتدخل بعدها الحكومة في شؤون هذه الطوائف بشكل مباشر الا عندما استصدرت قانون الارث لغير الحميين بتاريخ ٢٣ حزيران ١٩٥٩ .

واثر صدور قانون ٢ نيسان ١٩٥٦ تابع تقديم مشاريع الانظمة الطائفية ، وكان مفروضاً حسب منطوق المادة ٣٣ منه ان تعمد الدولة لدراسة هذه الانظمة والتدقيق فيها للتأكد من عدم تضمنها ما يخالف المبادئ المختصة بالانتظام العام والقوانين الاساسية للدولة والطوائف . ومن ثم الاعتراف بما يتوافق منها مع تلك المبادئ ورفض الباقي ، وقد ألفت في حينه لجنة من كبار القضاة للقيام بمهمة التدريس والتدقيق ، وقد أتمت هذه

(١) العمي المرسوم الاشتراعي رقم ٢٤١ تاريخ ٢٤-١١-١٩٤٢ بموجب قانون ١٦ تموز ١٩٦٢ ولكن هذا القانون قد أعاد في مادته ٢٤٢ ذات نص المادة ١١١ الآتية الذكر .

اللجنة عملها ، وقدمت تقريرها منذ اكثر من خمس عشرة سنة ، ولكن وبالرغم من ذلك فان هذه النصوص لم تزل لها صفة المشاريع ولم تزل اكثر الطوائف تتردد في طبعها ونشرها .

ويمكننا ان نتصور المشاكل التي يعانها رجال القانون من اساتذة وقضاة ومحامين وطلاب حقوق وغيرهم من اصحاب المصالح من جراء هذا الوضع . وكان لا بد من حل او حلول لتذليل كل تلك المشاكل والصعوبات ، فتدخل القضاء وساعد في حدود سلطته وصلاحياته بكل ناحية من نواحي المشكلة المتعلقة بعدم قيام الدولة بمهمة الاعتراف بالنصوص المقدمة . فقد اعتبرت محكمة التمييز في عدة قرارات صدرت عنها ان مشاريع الانظمة تلك سارية المفعول بكل احكامها التي لا تخالف الانتظام العام والقوانين الاساسية للدولة والطوائف ، وذلك باعتبار انها ليست سوى تدوين للعادات والاحكام التقليدية المتعمدة لدى الطوائف .

وكذلك اسهمت ادارة النشرة القضائية اللبنانية في وزارة العدل بكل ناحية ثانية من المشكلة هي المتعلقة بنشر النصوص المقدمة من الطوائف عملاً باحكام المادة ٣٣ المذكورة آنفاً فخصصت لها الاعداد الثلاثة الاولى من عام ١٩٦٣ .

ولكن لم تزل هناك نواحي عديدة اخرى من المشكلة دون حل ، فالنصوص المذكورة لم تزل لها صفة المشاريع وهي بحاجة الى قرار من الدولة بقبولها او رفضها لان اكثرها الى الرضا اقرب بسبب كثرة الاخطاء والتناقضات والخالفات التي تتضمنها بالاضافة الى فقدان التنسيق بينها لجهة اللغة والتعابير وبعد هذين الاخيرين عن المصطلح عليه في القوانين الحديثة .

ثم ان الناحية الاهم من المشكلة هي فقدان بعض النصوص (كقانون قدري باشا المعتمد كمرجع لاحكام المذهب الحنفي) والنشرة القضائية التي تضمنت نصوص الاحوال الشخصية ، والنسيان الذي لحق ببعض الآخر منها واجمالاً تبعثها وعدم وجود ترجمة رسمية لبعضها تسهل اطلاع وعمل اساتذة القوانين المقارنة .

(١) تراجع القرارات : تاريخ ١٢/١١/١٩٥٥ المنشور في مجلة المحامي سنة ١٩٥٦ الصفحة الخامسة وتاريخ ١٢/١١/١٩٥٦ المنشور في مجلة المحامي سنة ١٩٥٧ ص ١٣١ وتاريخ ١٣/٢/١٩٦٢ المنشور في النشرة القضائية اللبنانية سنة ١٩٦٢ صفحة ٩٤ .

## مقدمة

ان صدور هذه المجموعة في هذا الوقت بالذات مدعاة لكل اعجاب وتقدير ليس لانه يأتي في الوقت المناسب ليملي فراغاً طال امده في المكتبة الحقوقية اللبنانية فحسب ، بل لانه ايضاً ثمرة جهود طالبين كانت لها جرة التضحية طوال ثلاث سنوات بما تركته لها الدروس من اوقات فراغ والاقدام على عمل محفوف بالصعوبات والخطار .

فان لبنان يدخل من ناحية تشريع الاحوال الشخصية ، في عداد البلدان التي لم تزل تعتمد التشريعات الدينية ، ولكنه فريد بينها في عدد التشريعات التي يعتمدها؛ ويعتبر هذا التعدد التشريعي فيه مظهر من مظاهر تعدد الطوائف الدينية التي يعترف بها . فقد نصت المادة التاسعة من الدستور اللبناني على ان « حرية الاعتقاد مطلقة ، والدولة بتأديتها فروض الاجلال لله تعالى تحترم جميع الاديان والمذاهب وتكفل حرية اقامة الشعائر الدينية تحت حمايتها على ان لا يكون في ذلك اختلال في النظام العام ، وهي تضمن ايضاً للاهلين على اختلاف مللهم احترام نظام الاحوال الشخصية والمصالح المدنية » . فهذا النص قد كرس قسمة اللبنانيين الى طوائف دينية واعترف لكل منها بكيان قانوني واستقلال اداري وبحق التشريع والقضاء في الامور المتعلقة بالاحوال الشخصية .

وكان طبيعياً ان يتبع ذلك بعض التنظيم لهذا الاستقلال ولمارسه هذين الحقين . وهكذا فقد صدر في ١٣ اذار ١٩٣٦ عن القوض السامي الفرنسي بصفته مالكا للسلطة التشريعية اذذاك ، القرار رقم ٦٠/ل . ر الذي تضمن في جملة ما تضمنه تكييفاً لتلك الطوائف بتقديم النصوص الكاملة لجميع ما يتعلق بشرائعها الدينية ، وكان هذا التكليف يشمل جميع الطوائف الدينية اللبنانية ، الا انه ، وعلى اثر الضجة